

Note flash n° 1

« Service national : construire un nouveau modèle français
(et européen) »¹

ANNEXE

**Tableau A1 – Tableau comparatif des services militaires obligatoires
dans l'Union européenne et en Suisse**

Pays	Nom du programme national	Type de conscription	Durée (mois)	Nombre de conscrits (2023)	Budget défense (% du PIB)
Autriche*	Service militaire	Obligatoire (hommes) Volontaire (femmes)	6	15 544	0,8 % du PIB (2023)
Chypre	Service militaire	Obligatoire (hommes) Volontaire (femmes) depuis avril 2025	14	N/A	1,8 % du PIB (2023)
Croatie	Service militaire (réintroduit en 2025)	Obligatoire (hommes) Volontaire (femmes)	2	N/A	1,8 % du PIB (2023)
Danemark	Service militaire	Obligatoire (hommes et femmes) Sélection par tirage au sort	4 à 12	~ 4 700	2 % du PIB (2023)
Estonie*	Service militaire	Obligatoire (hommes) Volontaire (femmes)	8 à 11	3 500	2,9 % du PIB (2023)
Finlande*	Service militaire	Obligatoire (hommes) Volontaire (femmes)	165, 255 ou 347 jours	21 000	2,4 % du PIB (2023)
Grèce	Service militaire	Obligatoire (hommes) Volontaire (femmes) depuis octobre 2024	9 à 12	~ 47 000	3,2 % du PIB (2023)
Lettonie*	Service militaire (réintroduit en 2024)	Obligatoire (hommes) + sélection par tirage au sort Volontaire (femmes)	11	N/A	2,3 % du PIB (2023)
Lituanie*	Service militaire (réintroduit en 2015)	Obligatoire (hommes) + sélection par tirage au sort Volontaire (femmes)	9	5 850	2,7 % du PIB (2023)
Suède	Service militaire (réinstauré en 2017)	Semi-obligatoire et sélectif (hommes et femmes)	9 à 15	8 000	2 % du PIB (2024)
Suisse	Service militaire	Obligatoire (hommes) Volontaire (femmes)	~ 9	~ 18 200	0,7 % du PIB (2023)

Sources : France Stratégie, à partir du [rapport annuel 2023/2024](#) du bureau européen pour l'objection de conscience au service militaire en Europe ; du [dossier d'août 2024](#) de Sierra Tango sur la réémergence de la conscription en Europe ; du [briefing de mars 2025](#) du Parlement européen ; de la [carte de mars 2025](#) du service militaire dans les pays membres de l'UE ; ainsi que deux articles de presse d'[octobre 2024](#) (pour la Grèce) et d'[avril 2025](#) (pour Chypre)

¹ Bronsard S. et Harfi M. (2025), « Service national : construire un nouveau modèle français (et européen) », Note flash, n° 1, Haut-commissariat au Plan/France Stratégie, mai.

**Tableau A2 – Tableau comparatif des programmes de services civils volontaires
dans l'Union européenne et au Royaume-Uni**

Pays	Âge (années)	Durée (mois)	Indemnités (mois)	Effectifs (/an), proportion classe d'âge	Budget (service civique/ dépenses militaires)	Commentaires
Allemagne Service volontaire fédéral (BFD, 2011) Année sociale volontaire (FSJ, 1964) Année écologique volontaire (FÖJ, 1993) Service volontaire international de la jeunesse (IJFD, 2011)	16-99	6-24	Jusqu'à 644 € max. (2025)	86 154 (2024) BFD : 34 009 (27 136 : moins de 27 ans) FSJ : 48 837 FÖJ : 3 308	329,9 M€ (3 services confondus, 2024) BFD : 207,2 M€ FSJ + FÖJ + IJF D : 122,7 M€	Le taux de participation à ces programmes de volontariat est en léger recul
Belgique Service citoyen (2008)	18-25	6	~ 200 € + max. 100 € pour le déplacement	~ 700 (essentielle- ment de la partie francophone)	5,3 M€, soit 7 600 €/jeune (2023), financements régionaux**	La loi fédérale de 2024 pourrait être abrogée par la majorité flamande opposée au service citoyen***
Italie Service civique universel (SCU, 2001)	18-28	8-12	507,30 €	54 786 (2023)* 679 145 (2001-2023)	338 M€ (2023)	Le sous- financement chronique empêche d'accueillir tous les volontaires
Luxembourg Service national de la jeunesse (SNJ, 2007)	16-30	3-12	800 € (2025)	433 (2022-2023) 3 000 depuis 2000	4 M€ (2025)	Forte satisfaction des volontaires, amélioration de l'employabilité
Pays-Bas Service social volontaire (MDT, 2020)	12-30	Min. 80 h en 6 mois	180 € (2021)	Objectif : 110 000 200 000 (2018-2025)	150 M€ (2025)	Programme co-réalisé avec les jeunes et les acteurs locaux pour accroître l'efficacité
Royaume-Uni Service citoyen national (NCS, 2011)	16-17	2 à 4 semaines	Frais de participation de 50 €	~ 130 000 (2024-2025) ~ 1 000 000 depuis 2011	63,4 M€ (2024-2025)	Arrêt du programme en 2025, rapport coût/bénéfice discutable

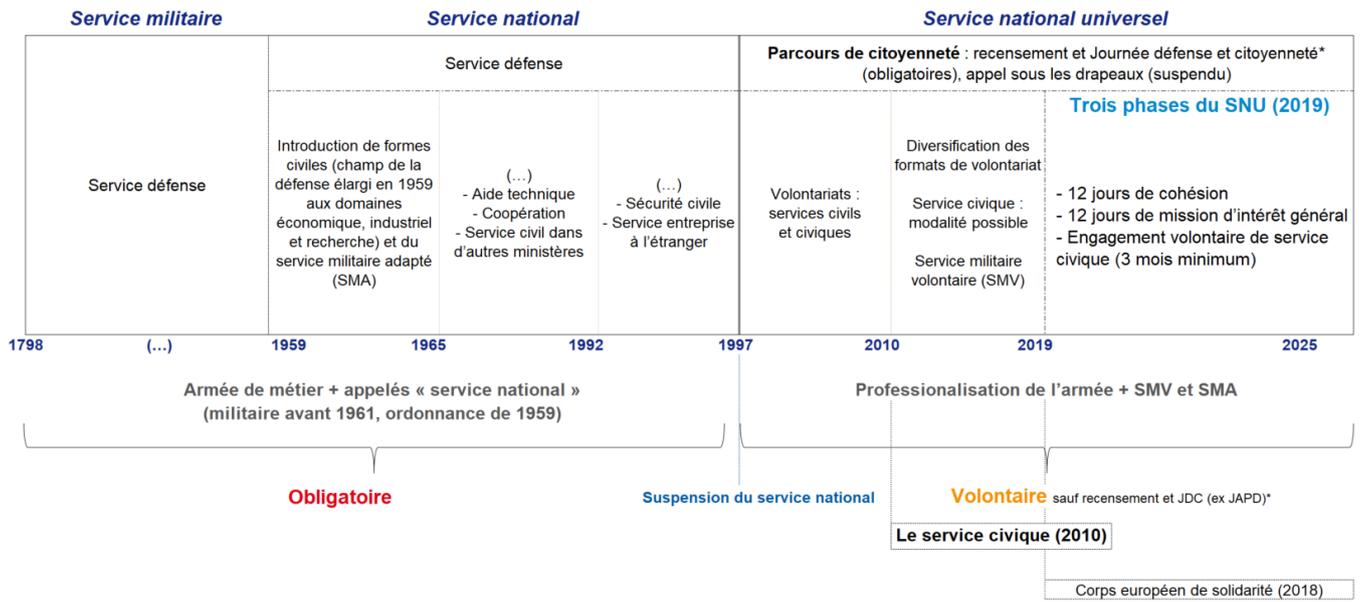
* En 2023, d'après le [ministère italien des Politiques de jeunesse et du Service civique universel](#), il y avait environ 2,5 fois plus de demandes que d'entrées en service. Sur près de 140 000 demandes, seules 54 786 personnes ont pu réaliser un service civique. En 2001, environ 5 000 jeunes ont participé au SCU.

** Le service citoyen belge est financé par les régions bruxelloise, wallonne, par la communauté francophone et par un fonds européen. Le gouvernement wallon subventionne à hauteur de 2,9 millions d'euros en 2023.

*** Le 15 mai 2024, une loi fédérale a été adoptée afin d'instaurer un service citoyen fédéral en Belgique. Cette loi n'est pas encore entrée en vigueur car la nouvelle majorité flamande s'oppose au service citoyen. Cette loi augmenterait à 575 euros par mois les indemnités, frais de déplacement compris, et la durée du service citoyen passerait de six à douze mois.

Sources : France Stratégie, à partir des [statistiques](#) du ministère de la Famille allemand ; du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse du Luxembourg ; du ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Science des Pays-Bas et du [MDT](#) ; du service citoyen belge ; du [rapport 2024](#) du ministère italien des Sports et de la Jeunesse sur l'organisation, la gestion et les résultats du service civique universel ; du [plan d'activité 2024-2025](#) du NCS

Figure A1 – Du service militaire au service national universel (1798-2025)



* La Journée défense et citoyenneté (JDC) remplace en 2010 la Journée d'appel de préparation à la défense (JAPD).

Source : France Stratégie

Tableau A3 – Un nouveau modèle de service national en France : estimation des coûts des scénarios et des options

Scénarios et options	Périodes (durée)	Effectifs annuels	Coût unitaire par an	Coût total par an
Scénario 1 Un SNU « vitaminé »	Trois phases : 12 jours de séjour de cohésion (15-17 ans), les participants s'engagent dans une mission d'intérêt général (84 heures). Engagement volontaire ensuite en service civique de 3 à 12 mois	200 000 Près de 25 % d'une classe d'âge (1)	2 900 € (2)	~ 600 M€
Scénario 2 Le service civil universel Un service obligatoire, civil	12 jours de séjour de cohésion Ou 6 à 12 mois de service civique	600 000 75 % d'une classe d'âge (1)	- 2 900 € (2) - 5 900 € : coût moyen du service civique (3)	~ 1,7 Md€ ~ 3,5 Md€
Scénario 3 Un service militaire volontaire	6 mois	70 000 Près de 10 % d'une classe d'âge (1) et 10 fois le total des effectifs annuels du SMA et du SMV (4)	24 000 € (4)	~1,7 Md€
Scénario 4 Le retour du service militaire obligatoire	6 mois	300 000 hommes (1) Ou 600 000 femmes et hommes (1)	24 000 € (4)	~ 7,2 Md€ ~ 14,5 Md€
Service mixte civilo-militaire Option 1 : Civil obligatoire + militaire volontaire	Période obligatoire : - 12 jours de séjour de cohésion - et 5 mois de service civil Période volontaire : 3 mois de service militaire	600 000 (service civil) + 60 000 militaires	- 2 900 € (2) - + 4 215 € (5/7 ^e du coût du service civique) (3) - + 12 000 € (4)	~ 4,95 Md€, dont : - 4,25 Md€ (civil) : (1,7 Md€ pour le séjour et 2,5 Md€ de service civil) - 0,7 Md€ (service militaire)
Service mixte civilo-militaire Option 2 : Séjour de cohésion obligatoire + service obligatoire avec deux options au choix, civil ou militaire	Période 1, obligatoire : 12 jours de séjour de cohésion Période 2, obligatoire, avec deux options au choix : - 5 mois de service civil - ou 3 mois de service militaire	600 000 (1) Hypothèse : 80 % en service civique (480 000) et 20 % en service militaire (120 000)	- 2 900 € (2) - + 4 215 € (5/7 ^e du coût du service civique), civil (3) - + 12 000 €, militaire (4)	~ 5,2 Md€, dont : - 1,7 Md€ (période 1) - 3,5 Md€ (période 2)

(1) Le total de 600 000 jeunes correspond à un peu moins de 75 % de la classe d'âge considérée ici, soit environ 820 000 jeunes.

(2) La Cour des comptes (2024) a retenu ce coût pour les douze jours de séjour de cohésion, hors coût d'infrastructures. Il est supérieur au rapport entre crédits de paiement et nombre de jeunes concernés (soit 2 400 euros) en raison de l'inclusion de coûts administratifs (non comptabilisés par le ministère en charge de la Jeunesse) et ceux liés à la mobilisation d'autres ministères (Armées, Intérieur, etc.). Parmi différentes options pour les besoins additionnels d'hébergement (construction, location ou modèle hybride avec des centres loués et des centres construits), la Cour des comptes a considéré l'hypothèse « haute » de construction, soit un investissement de 6 milliards d'euros (hors coûts d'acquisition).

(3) Le coût moyen du service civique, calculé au regard de la durée moyenne constatée (sept mois), est estimé par le rapport des dépenses budgétaires (524 millions d'euros, selon le rapport d'activité 2023 de l'Agence du service civique) et les effectifs de jeunes engagés en 2023 (88 000). Lorsqu'on fait l'hypothèse d'une durée de service civique inférieure, on calcule le coût moyen au prorata de cette durée.

(4) Le coût moyen annuel du service militaire adapté (SMA) est calculé par le rapport entre les crédits exécutés en 2023 (290 millions d'euros) et les effectifs annuels (6 000), soit un peu plus de 48 000 euros par an par jeune volontaire.

Source : France Stratégie